



Rencontres économiques

La Russie aujourd'hui

14 novembre 2017

Synthèse



Sommaire

Introduction	3
Quelles transformations de la société russe, plus de 25 ans après la fin de l'URSS ?	3
Échanges avec la salle.....	5
L'économie russe : atouts et fragilités	6
Échanges avec la salle.....	8
Les relations économiques avec la Russie : quelles opportunités et quels risques pour l'Union européenne et la France ?	Erreur ! Signet non défini.
Échanges avec la salle.....	11

La séance est animée par Rémi Jeannin, agrégé de sciences sociales, professeur en classes préparatoires économiques et commerciales (Vincennes), vice-président du Printemps de l'économie.

Introduction

Rémi JEANNIN

Le choix de la Russie comme sujet de clôture du cycle 2017 des Rencontres économiques tient à plusieurs raisons. La première est l'imminence des échéances électorales de mars 2018. Ces élections sont l'occasion pour les Russes comme pour les non-Russes de débattre de l'avenir du pays. Par ailleurs, le centenaire de la Révolution d'Octobre, commémoré cette année, ouvre des perspectives de réflexion sur son histoire.

La société russe a considérablement évolué depuis 25 ans et la création de la Fédération de Russie, socialement et économiquement. L'économie russe est devenue une économie de marché dotée de caractéristiques propres : rôle important du pouvoir politique, place prépondérante du secteur des hydrocarbures, etc. La Russie se remet en outre d'une brutale récession survenue en 2015.

La société russe est traversée par des inégalités croissantes depuis 1990, ainsi que par le développement d'une classe moyenne urbaine parfois en position de contestation à l'égard du pouvoir en place. Elle est aussi marquée par une popularité constante du pouvoir politique. Nous nous pencherons aujourd'hui sur la façon dont il convient d'interpréter ce soutien apporté à Vladimir Poutine et à son parti Russie unie.

Sur le plan international, la Russie a récemment réaffirmé sa puissance, parfois violemment ou par le biais du *soft power* et du déploiement d'une sphère d'influence, notamment dans les médias, au moyen de sites Internet très consultés comme RT¹.

Forts de ces différents constats, nous nous intéresserons tout d'abord aux transformations de la société russe, puis nous pencherons sur les atouts et les faiblesses de l'économie russe. Enfin, nous nous interrogerons sur les opportunités et les risques que représentent les relations avec la Russie de l'Union européenne et de la France.

Quelles transformations de la société russe, plus de 25 ans après la fin de l'URSS ?

Myriam DÉSSERT, Professeur à l'université Paris IV Sorbonne, membre du laboratoire Eurorbem, chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre européen (CERCEC) de l'EHESS

La société russe est une société particulièrement hétérogène. Elle rassemble en effet 160 nationalités réparties sur onze fuseaux horaires, et dispersées sur un immense espace inégalement desservi en réseaux de communication. Des représentations variées du « vivre-ensemble » y coexistent donc.

Imaginaire de la démocratie

À partir de données issues du Centre Levada², j'ai construit un tableau afin de présenter un état des lieux des imaginaires jusqu'à la fin du premier mandat de Poutine.

La question suivante était posée dans ce sondage : « Selon vous, ces diverses mutations sont-elles davantage porteuses de bienfaits ou de nuisances ? » La liberté de parole, la liberté de circulation et le rapprochement avec l'Occident ont été d'emblée valorisés par les répondants. La libre entreprise et le droit de grève apparaissent également en valeur croissante. Un très faible attachement se manifeste en revanche à l'égard du multipartisme.

L'année 1999 apparaît dans ce tableau comme marquée par une hausse des perceptions négatives, sur tous les sujets. Il s'agit de la dernière année du mandat Eltsine, associé dans les esprits au modèle occidental et marqué par une très grande impopularité.

Comment comprendre le non-attachement des Russes au multipartisme ?

Le discours de transitologie occidental des années 1990 postulait l'existence d'un cercle vertueux entre marché et démocratie. En réalité, le passage à l'économie de marché en Russie n'a pas contribué à la socialisation démocratique, bien au contraire. Cela tient tout d'abord à un malentendu initial. La société russe de 1992 a

¹ Cf sites en une dizaine de langues – voir en français RT France Sas <https://français.rt.com/a-propos-de-rt> et en anglais : <https://www.rt.com/>

² Site internet en anglais : <https://www.levada.ru/en/about-us/>

embrassé le marché comme une promesse d'avenir radieux. Or le désenchantement a été rapide et douloureux. En outre, les pionniers du marché se sont montrés très peu attachés à la notion de règle.

Ce ressentiment des Russes par rapport au marché a dès lors rejailli sur leur perception de la démocratie.

Le rejet du pluripartisme tient également à une composante psychologique. Au sortir d'un système stable et sans chômage, comme était le système soviétique, le choc de l'incertitude économique a représenté un apprentissage douloureux pour la société russe, et a conduit de nombreuses personnes à chercher à réduire en écho l'incertitude électorale et politique.

En outre, le pluripartisme divise par essence, ce qui va à l'encontre de l'attachement au consensus de la société russe. Le besoin viscéral d'union que cet attachement traduit s'explique notamment par la place importante qu'occupe dans l'imaginaire collectif le souvenir de l'affrontement fratricide entre Rouges et Blancs. La société russe est marquée dans les années 1990 par une volonté de réconcilier les morts, qui se prolonge dans le refus de diviser les vivants.

Les sondages montrent que la plupart des Russes, s'ils reconnaissent la nécessité d'une opposition, considèrent qu'elle a vocation à améliorer la gouvernance, non à assurer l'alternance au pouvoir.

Le modèle occidental de démocratie est stigmatisé comme une « démocratie quantitative », c'est-à-dire au service de la dictature de la majorité. L'idée que la Russie dispose pour sa part d'une tradition de « démocratie qualitative » est en revanche très présente dans l'opinion. Ce concept, réinventé dans les années 1990, se nourrit de notions empruntées à la culture orthodoxe comme celle de *sobornost* (« conciliarité », « volonté de réunion »).

Le modèle occidental de démocratie apparaît donc comme une greffe rejetée par le corps social russe. Si la réduction du pluripartisme est bien orchestrée par le pouvoir russe, elle ne heurte pas en réalité la sensibilité d'une grande partie de la société. Pour des motifs divers et dans des strates de la société différentes, il y a convergence pour désavouer le modèle occidental de démocratie au profit de la spécificité russe. Ainsi, dans un sondage de 2014, à la question « *Quel est selon vous le modèle politique souhaitable pour la Russie ?* », la réponse « *le modèle existant* » a recueilli 38 % des vœux, la réponse « *le modèle occidental* » 28 % et le modèle soviétique 24 %.

Que peut-on dire de raisonnable sur le thème de la soviétisation de la société russe aujourd'hui ?

Le thème de la soviétisation de la société russe s'est imposé en 2007, à la fin du deuxième mandat de Poutine, à l'occasion de la mise en scène d'une ouvrière du textile lors du congrès du parti Russie unie digne des congrès du Parti communiste de l'époque soviétique³. Par ailleurs, pour les élections, un « front du peuple » a été fabriqué associant aussi bien des membres du parti Russie unie que des non-membres, ce qui rappelait l'ancien bloc des « communistes et sans-parti ».

En dépit de ces exemples, je demeure personnellement réticente à l'égard du concept de resoviétisation. Nous avons trop souvent tendance à prendre l'apparence soviétique pour la réalité du pays. À mon sens, la reproduction de formes soviétiques ne véhicule pas le même contenu qu'autrefois. Ainsi, le service du personnel de l'usine Bolchevik, rachetée par Danone dans les années 2000 a choisi de réintroduire la pratique du tableau d'honneur en vigueur à l'époque soviétique en vue d'encourager la productivité des employés. Il s'agissait là d'une démarche purement pragmatique.

Un même pragmatisme se retrouve dans le recours du pouvoir à des pratiques de type soviétique, ayant pour fonction d'adoucir la radicalité des changements en préservant des formes familières et rassurantes. Les intérêts d'en haut rejoignent sur ce point les aspirations d'en bas.

En définitive, il me semble donc plus pertinent de mettre en exergue l'hybridation des codes. Le pouvoir russe utilise tout un répertoire de formes et de codes. Le code soviétique n'est finalement pas plus important que le code religieux.

Il me faut parler néanmoins du retour de Staline dans l'espace public. Au cours des dernières années, plusieurs statues ont été érigées à sa mémoire, et ses portraits s'affichent dans des manifestations. Ce n'est pas le seul fait d'une population âgée. Ce retour de Staline tient notamment à une « guerre des images » qui s'installe entre les nostalgiques de la Russie tsariste et les nostalgiques de la Russie soviétique. Toutefois, l'élément central de la réhabilitation de Staline est la mise en avant du « *bon manager* ». Ce retour de Staline dans l'espace public tient donc principalement au pragmatisme qui marque la société russe actuelle. Moins qu'une reprise « par le bas » du

³ Cf. Sortir du communisme, changer d'époque - Collectif dirigé par Stéphane Courtois, Ed. PUF 2015 : «... Le congrès du parti s'est déroulé selon une dramaturgie soviétique, notamment avec le discours d'une ouvrière du textile exprimant à V. Poutine tout l'espoir mis en lui ... »

projet soviétique, à laquelle je ne crois guère, il s'agit là d'un rejet du « tout idéologique » autant que d'une application extrême du paradigme libéral de l'efficacité.

Je souhaiterais à présent aller au-delà du cliché habituel de la société russe passive et soumise.

Qu'en est-il de la société civile en Russie aujourd'hui ?

Il me semble important tout d'abord de rappeler que le droit à la dépolitisation est une conquête relativement récente. Je souhaiterais ensuite exposer quelques caractéristiques des mobilisations protestataires actuelles. Ces mobilisations sont portées principalement par la classe moyenne. Celle-ci a évolué de façon tout à fait contraire au projet initial des années 1990. Loin d'être devenue le facteur de stabilisation annoncé par Eltsine en 1992 lors du lancement des privatisations, la classe moyenne russe se mobilise aujourd'hui parce qu'elle est attachée à ses acquis et a les moyens technologiques de les défendre. Ses luttes sont égocentrées et concernent des enjeux très locaux sur lesquels elle sollicite l'intervention de l'État. En réalité, plus que l'État, c'est l'absence d'État qui provoque la protestation de la classe moyenne.

Ce schéma est contraire à nos attentes occidentales. Le discours antitotalitaire soulignait que la société soviétique était envahie par l'État et attendait, de la chute du communisme, une libération de cette société « envahie ». En réalité, la porosité des frontières entre public et privé a favorisé l'accaparement de la ressource étatique par des individus et des groupes restreints. Il est question aujourd'hui d'une « privatisation de l'État » en Russie, et une demande de mobilisation s'exprime en faveur de la restauration de la fonction régulatrice de l'État.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'entrée en politique de plusieurs jeunes Russes non politisés auparavant à l'issue des mobilisations de l'hiver 2011-2012 tenait davantage au patriotisme et à la volonté « d'habiter dans un grand pays » qu'à une demande de démocratisation.

Il apparaît donc que :

- les mouvements protestataires ne sont pas tant contre l'État que contre les défaillances de l'État ;
- les manifestations de patriotisme ne sont pas forcément pour l'État et le pouvoir en place.

Conclusion

La réélection de Poutine en 2018 ne fait guère de doute aujourd'hui en Russie. Un nouvel argument est apparu récemment en sa faveur. La révolution de février 1917, qui était une révolution libérale, a été liquidée par la révolution d'octobre parce qu'elle était portée par un pouvoir faible. Or, pour préserver les réformes libérales récentes, il faut un pouvoir fort.

Il est important par ailleurs de ne pas interpréter comme soumission un vote favorable au pouvoir en place qui est souvent fataliste (« qu'est-ce que cela changerait de changer de président ? »).

Échanges avec la salle

De la salle

La guerre d'images que vous avez évoquée n'est-elle pas la preuve d'une identité nationale russe toujours défaillante, probablement à l'origine d'un certain nombre de dérives récentes, notamment militaires ? Ces dérives sont en effet conduites par l'idée que la Russie est présente partout où l'on trouve des Russes. Il ne faut pas oublier que Staline n'a pu être bon manager qu'au prix de dizaines de millions de morts. Au nom de l'identité russe, l'on récupère tout aujourd'hui, même Trotski. Cette tendance est le symptôme d'un mal-être profond que nous peinons à appréhender en Occident, aveuglés que nous sommes par l'image d'un pouvoir apparemment fort, mais qui l'est en réalité très peu.

De la salle

En tant que chercheuse, pouvez-vous travailler en toute transparence en Russie, notamment au niveau des sondages ?

De la salle

Qu'en est-il de l'influence et de la puissance économique de l'Église orthodoxe ?

Myriam DÉSSERT

La puissance économique de l'Église orthodoxe est effectivement considérable.

Je ne suis pas sûre que le retour de Staline soit lié au déficit identitaire national. En revanche, il est vrai que ce trouble anime une volonté de réunir tous les Russes où qu’ils soient et soutient donc une politique extérieure expansionniste.

J’ai fait un usage modéré des sondages dans ma présentation. Mon propos portait surtout sur les imaginaires. Il est à noter que le Centre Levada existe toujours, même s’il a été qualifié « d’agent de l’étranger ». Tous les sondages, y compris ceux de ce Centre, soulignent en outre la popularité de Vladimir Poutine.

De la salle

La conscience environnementale joue-t-elle un rôle en Russie aujourd’hui, sachant qu’elle a contribué à la fin du système soviétique ?

Myriam DÉSSERT

Les militants écologistes ont été très présents lors de la Perestroïka et ont joué un rôle dans la chute du système. Toutefois, ils sont aujourd’hui marginaux. L’on se trouve donc devant un paradoxe entre l’exaltation de la nature russe et la poursuite du non-respect de cette même nature. Il est intéressant de noter que certaines municipalités ont recours à des procédés de mobilisation de type soviétique (« Samedis rouges ») pour la réalisation d’opérations de nettoyage des espaces verts et de la forêt. En dehors de ces cas particuliers, la préoccupation environnementale est peu présente dans la société.

De la salle

Existe-t-il administrativement une nationalité russe subdivisée en plusieurs nationalités ? La nationalité russe est-elle historique ou tient-elle à une volonté de vivre ensemble ?

Myriam DÉSSERT

Il existe deux mots, en russe, pour désigner un Russe : « *русские [rousskiïé]* », qui désigne les personnes appartenant au groupe ethnique slave de l’Est que l’on trouve majoritairement en Fédération de Russie et dans l’ex-URSS, et le mot « *Россиянин [Rossiïanine]* » qui désigne les citoyens de la Fédération de Russie.

Le 4 novembre, une fête dite de « l’Unité » a été créée pour « neutraliser » l’anniversaire de la Révolution du 7 novembre. Au fil du temps, elle est devenue une célébration, assez folklorique de toutes les nationalités. Or, par réaction contre cette identité « russe » globale, une « marche russe » est régulièrement organisée à cette date avec pour slogan « la Russie aux Russes ».

L’économie russe : atouts et fragilités

Julien VERCUEIL, *Économiste, maître de conférences à l’Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)*

Ma présentation se focalisera sur des questions structurelles liées aux atouts et aux fragilités de l’économie russe.

Des ressources exceptionnelles pour le développement économique

Les premières ressources qui viennent à l’esprit lorsque l’on s’intéresse à la Russie sont les ressources naturelles. La Russie figure parmi les premiers acteurs mondiaux du marché du gaz. Le gaz russe est destiné principalement à l’Europe occidentale et à l’Asie (notamment à la Chine). Par ailleurs, des travaux sont en cours autour du Gaz naturel liquéfié (GNL) pour permettre à la Russie de toucher des marchés plus lointains en limitant sa dépendance aux gazoducs.

Le pétrole joue un rôle similaire au gaz dans l’économie russe. Il présente les mêmes caractéristiques de puissance et de potentiel.

Il faut aussi tenir compte des ressources forestières, halieutiques et minérales, ainsi que des ressources agricoles⁴ qui se développent actuellement de façon spectaculaire, notamment dans le domaine de la production céréalière. La Russie dispose, en outre, de ressources touristiques⁵.

La Russie est également dotée d’atouts considérables, c’est-à-dire de ressources transformées en produits susceptibles de trouver des marchés à l’international, dont le développement préoccupe fortement le ministère

⁴ Voir fiche pays du ministère de l’agriculture Alim’agri : <http://agriculture.gouv.fr/russie>

⁵ Voir article de l’OBS par Jean-Baptiste Naudet 17/01/2017 : <https://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20170116.OBS3882/comment-la-russie-mise-sur-le-tourisme-pour-soutenir-son-economie.html>

du Développement économique depuis plusieurs années. Parmi ces atouts figurent l'espace, avec la fusée Proton, le nucléaire civil, avec le plus grand brise-glace en construction au monde, la chimie, avec l'entreprise Sibur⁶ ainsi que l'industrie du logiciel et des services informatiques. Ce dernier secteur s'est développé à bas bruit dès les années 1990 et a pu ainsi déployer des capacités d'exportation remarquables. La cryptologie est notamment très développée en Russie, ainsi que l'industrie du virus et de l'antivirus. Cet écosystème rassemble plus de 100 000 emplois.

La question des ressources humaines est quant à elle à double tranchant. La population active russe est, en apparence, la plus diplômée du monde⁷. Toutefois, les modalités d'acquisition de certains diplômes ont de quoi interpeller.

Malgré cela, une trajectoire heurtée depuis la fin de l'URSS

Le 16 décembre 2014, le rouble a connu sa cinquième crise de change. Les Russes eux-mêmes n'ont plus eu confiance en leur monnaie et se sont précipités pour la changer en devises, accélérant ainsi la chute du cours du rouble. Par ailleurs, la Binbank (qui sert d'illustration à la présentation) a récemment été mise sous tutelle de la Banque centrale de Russie.

La trajectoire de l'économie russe est donc plus heurtée que ce que les ressources naturelles du pays pourraient laisser croire.

La société russe est cependant plus riche que la moyenne des économies couvertes par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Toutefois, l'étude du niveau de revenu par habitant montre que l'étendue des inégalités y est particulièrement importante. Cette inégalité provient davantage de l'extrême richesse des plus riches que de l'extrême pauvreté des plus pauvres.

Le degré élevé des inégalités est une caractéristique fondamentale de la société russe. Ce phénomène est d'autant plus notable qu'il suit une période soviétique durant laquelle le niveau d'inégalité de revenus était 30 % plus faible qu'en France.

La trajectoire de la Russie depuis la fin de l'URSS peut se décomposer en trois grandes périodes :

- 1987-1998 – Durant cette période, la richesse produite n'a cessé de baisser, et plusieurs épisodes critiques se sont ajoutés à cette tendance dépressionnaire massive.
- La décennie brillante des années 2000 – Cette décennie a été marquée par une phase de croissance continue et accélérée. En 2006, la Russie a retrouvé son niveau de PIB par habitant d'avant la grande crise.
- Depuis 2008-2009, le temps des turbulences – Cette décennie est un peu une décennie « perdue », marquée par une aggravation de la situation d'un certain nombre de citoyens russes et par une faiblesse des évolutions économiques. La croissance n'a pas dépassé 6 à 7 % en cumulé, en dix ans.

Un paradoxe expliqué par des vulnérabilités structurelles

Lorsque l'on s'intéresse à la manière dont le pouvoir en place envisage les questions économiques, l'idée de mise en place d'une souveraineté économique apparaît comme prépondérante. L'économie doit être mise au service de la souveraineté. Or, en réalité, les marges de manœuvre économiques n'ont cessé de se restreindre pendant la dernière décennie. La politique économique parvient de moins en moins bien à faire face aux effets des vulnérabilités structurelles du pays.

Les variations des prix du pétrole jouent un rôle important dans l'économie russe. Or la Russie ne joue pas de rôle dans la fixation des prix du pétrole, malgré sa place sur le marché. Le pouvoir russe ne possède donc pas de marge de manœuvre sur ce point.

Par ailleurs, un phénomène d'anti-dividende démographique s'observe en Russie (le dividende démographique s'entend comme une période durant laquelle la population active d'un pays augmente en proportion de sa population totale, ce qui représente un potentiel de croissance remarquable). Une génération nombreuse atteint ces temps-ci l'âge de la retraite. La génération censée la remplacer est une génération creuse, née pendant la grande dépression des années 1990, marquée par un effondrement de la natalité. Cette réalité limite la croissance potentielle de la Russie. Pour compenser ce phénomène, il faudrait importer davantage de main-d'œuvre immigrée.

⁶ Voir site en anglais : <https://www.sibur.ru/en/>

⁷ Cf. Science, Technologie et Industrie – perspectives OCDE 2010 et 2012 a/s Russie : <https://www.oecd.org/fr/sti/inno/46717980.pdf> et http://www.oecd.org/fr/sti/sti-outlook-2012-russian-federation_f.pdf

La modernisation technologique laisse à désirer. Si l'on rapporte l'investissement au PIB sur une période allant de 1999 à 2009 puis de 2000 à 2016, l'on constate que la Russie a insuffisamment investi par rapport à d'autres pays (Inde, Chine) comme par rapport à la moyenne mondiale. Cet effort d'investissement tend en outre à se réduire. La Russie investissait davantage dans les années 1990 qu'elle ne le fait depuis 2001. En ces conditions, le rattrapage structurel nécessaire des technologies de production s'avère difficile à mettre en œuvre.

Le « syndrome russe » ou comment en sortir

La Russie repose sur un régime d'accumulation extraverti rentier, c'est-à-dire sur un modèle économique structurel excessivement appuyé sur les relations avec l'extérieur et exagérément basé sur la rente pétrolière. Une symbiose entre l'économie et le politique s'y ajoute, garantie de la stabilité du système.

Le système politique russe est personnalisé et rigide. Cette caractéristique entre en cohérence avec les modalités de gestion de l'économie du pays. En effet, la structure productive est concentrée et oligarchique. Un soutien et un contrôle mutuels s'opèrent entre ces deux sous-systèmes. Le pouvoir politique est tenu de prendre en compte les intérêts des grands oligarques, tout en exerçant une forme de contrôle sur lui. Par exemple, en cas de crise, les entreprises ne doivent pas licencier, mais exercer leur responsabilité sociale pour éviter les troubles.

Le régime d'accumulation extraverti rentier soutient l'ensemble de cet édifice. Il revient en effet à injecter en permanence des capitaux et des recettes provenant du reste du monde, à des niveaux considérables, dans l'économie du pays. Le système politique personnalisé se trouve ainsi soutenu, l'État obtenant une part importante de ses recettes par prélèvement sur la rente pour faire de la redistribution.

Il résulte toutefois de ce système une déconnexion totale entre les profits et l'innovation. Les profits découlent en effet des prix internationaux du pétrole et non de la capacité d'investissement du pays. Ce système, cohérent, peut néanmoins durer tant que la rente prélevée sur l'extérieur continue à l'alimenter.

Échanges avec la salle

De la salle

Une revue récente consacrée à Poutine et à la Russie tendait à montrer qu'en dernier ressort le propriétaire de la rente restait le pouvoir politique, et que les oligarques dépendaient davantage du pouvoir politique que l'inverse. Qu'en pensez-vous ?

De la salle

Que pensez-vous des liens (ou des absences de liens) qui existent entre les économies russe et chinoise ?

De la salle

La rente pétrolière est assurée, la tendance à la baisse du marché énergétique s'étant radicalement inversée du fait de l'alliance entre l'Arabie Saoudite, la Chine et la Russie.

Par ailleurs, les relations entre Chine et Russie aident à combler le déficit de main d'œuvre dont souffre la Russie.

Enfin, je ne vous ai pas entendu mentionner les innovations technologiques remarquables de la Russie en matière d'armement. La Russie est ainsi à l'origine de systèmes d'armes hypervéloces faisant appel à de nouveaux concepts physiques susceptibles d'avoir des retombées dans tous les domaines scientifiques.

Ces différents points nécessiteraient un développement.

De la salle

Les atouts que vous avez présentés relèvent essentiellement du complexe militaro-industriel. Or l'excellence russe en la matière pose des problèmes géopolitiques.

De plus, il existe en réalité d'autres atouts, insuffisamment développés, liés à l'usage possible du vaste espace russe pour le développement durable, le tourisme, ou encore la restauration du patrimoine historique. Il est regrettable que l'on pense la Russie comme destinée uniquement à l'économie fossile et au complexe militaro-industriel, alors qu'il existe d'autres potentiels de développement insuffisamment explorés.

Julien VERCUEIL

Sans être spécialiste en la matière, l'interdépendance entre le pouvoir politique russe et les oligarques m'intéresse beaucoup. La vision anglo-saxonne d'un système quasi féodal dans lequel Poutine aurait tout contrôle me semble un peu trop caricaturale. Les économistes russes de ma connaissance parlent davantage d'une relation

d'interdépendance. Certains affirment au contraire que le pouvoir politique est l'otage des oligarques. En réalité, les pouvoirs sont relativement labiles et tiennent à des appareils et des relations d'influence au sein du Kremlin.

D'un point de vue économique, l'on constate que le groupe pétrolier Rosneft⁸ représente 20 % du budget de l'État. Son directeur dispose donc d'un pouvoir de négociation considérable et compte parmi les interlocuteurs obligés de Vladimir Poutine. Par ailleurs, le poids de Rosneft équivaut à celui des dépenses militaires russes. Cet état de fait tend à valider l'hypothèse d'une interdépendance entre oligarchie et pouvoir politique.

Les liens de la Russie avec la Chine sont marqués pour leur part par une certaine asymétrie. La Chine présente un rythme de croissance supérieur à celui de la Russie. La Russie ne peut obtenir tout ce qu'elle veut de la Chine, politiquement et économiquement. Les relations partenariales entre ces deux pays ne conduiront donc probablement pas à une véritable alliance. Ainsi, les tentatives de la Russie d'utiliser la Chine pour s'autonomiser à l'égard de l'Europe ne peuvent se mettre en œuvre que dans les limites du bon vouloir chinois. L'accord gazier en est une bonne illustration⁹.

Il existe effectivement des innovations de rupture en Russie. Toutefois, ces innovations s'observent principalement dans le secteur de l'armement où le contrôle de l'État est le plus prégnant. Il est plus difficile pour la Russie de devenir leader technologique dans des innovations placées sur le marché mondial.

Parmi les autres atouts possibles, la Russie a pour ambition de développer un agrobusiness et un complexe agroalimentaire performants. La question du développement durable pourrait également être transformée en atout, mais la volonté politique ne prend pas, pour l'instant, cette direction.

Les relations économiques avec la Russie : quelles opportunités et quels risques pour l'Union européenne et la France ?

Maxime LEFEBVRE, Ambassadeur, professeur à Sciences-Po Paris et à l'ESCP Europe

Notre relation avec la Russie doit être replacée tout d'abord dans le long terme. L'Occident entretient avec la Russie une relation largement antagonique reposant sur des problèmes géopolitiques profonds et des oppositions de valeurs anciennes.

Dans son livre intitulé *Le Concert européen*, Jacques-Alain de Sédouy montre qu'il existait déjà une Europe durant la période 1814-1914 s'efforçant de travailler à la résolution des crises. La Russie faisait partie des acteurs de ce « Concert européen » au XIX^e siècle. Le tsar Alexandre I^{er} souhaitait fonder l'Europe sur des valeurs communes, chrétiennes, par le biais notamment de la Sainte-Alliance dont il était un fervent défenseur, contrairement à l'Angleterre, voire à la France (même si Louis XVIII a adhéré à la Sainte-Alliance). Cette question de savoir si la Russie se trouve ou non en Europe sur le plan des valeurs est donc une question très ancienne.

En matière géopolitique, la lecture anglo-saxonne de la relation avec la Russie est imprégnée de grilles d'analyse datant du début du XX^e siècle et notamment du concept de Heartland développé par Sir Halford John Mackinder¹⁰. Cette lecture est loin d'avoir disparu, du côté russe comme du côté occidental. En 1997, dans *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, de Zbigniew Brzezinski¹¹, un axe France-Allemagne-Pologne-Ukraine est ainsi proposé comme colonne stratégique géopolitique en Europe face à la Russie.

Dans le discours russe sont mis en avant le concept de souveraineté, que la Russie partage avec d'autres grandes puissances émergentes non occidentales (BRICS), le concept de zone d'influence, hérité de la politique westphalienne du XIX^e siècle (qui n'est pas celui de l'Union européenne, laquelle agit dans un monde ouvert), et le concept d'autorité, qui s'oppose au concept occidental de liberté.

Dix contentieux marquant la relation entre la Russie et l'Occident

La crise à laquelle nous assistons depuis une vingtaine d'années est celle de la décomposition d'un empire. En janvier 2016, j'ai écrit un papier intitulé *La Russie et l'Occident, dix contentieux et une escalade inévitable*, publié

⁸ Cf https://www.rosneft.com/about/Rosneft_today/

⁹ Cf note de l'IFRI *Les nouvelles alliances énergétiques russes : mythes et réalités* "Russie.Nei.Visions" n° 86, juillet 2015

<https://www.ifri.org/fr/publications/enotes/russieneivisions/nouvelles-alliances-energetiques-russes-mythes-realites#sthash.WIDdmnqx.dobs>

¹⁰ Sir Halford John Mackinder (1861 - 1947) géographe britannique auteur de l'article pour The Royal Geographical Society (avril 1904) de *The Geographical Pivot of History*

¹¹ Zbigniew Brzezinski (1928 -2017) politologue américain d'origine polonaise

par la Fondation Robert Schumann¹². J’y dressais la liste des dix contentieux les plus importants marquant la relation entre la Russie et l’Occident :

- Les tensions ont commencé à naître avec les événements survenus en Tchétchénie, où la Russie a fait preuve d’une grande violence.
- Le deuxième grand conflit a été celui du Kosovo, dans lequel la Russie a soutenu la Serbie contre la politique occidentale visant à empêcher Milosevic de procéder à une épuration ethnique au Kosovo. Même si la Russie a accepté de participer en juin 1999 à la résolution 1244 de l’ONU, elle n’a jamais reconnu l’indépendance du Kosovo forcée par les pays occidentaux en 2008 (NB. : 5 pays de l’UE n’ont pas non plus reconnu cette indépendance).
- Le troisième contentieux majeur a trait aux conflits gelés de Transnistrie et de Géorgie. Ces conflits ont été entretenus par la Russie pour défendre son influence géopolitique, alors que les Occidentaux souhaitaient les surmonter, notamment à travers une réunification de la Moldavie et la Géorgie. Les pays occidentaux ayant considéré en 2002 que la Russie n’avait pas tenu les engagements de retrait de ses troupes pris lors du Sommet de l’OSCE d’Istanbul de 1999, tout est bloqué entre Russes et Occidentaux dans l’OSCE depuis lors.
- Le quatrième conflit est né de l’arrivée de Poutine au pouvoir, restaurant la « verticale du pouvoir » et déviant du modèle de démocratie libérale de type occidental dont on avait cru qu’il pourrait s’implanter sous Eltsine.
- Le cinquième problème est celui des révolutions « de couleur » ayant eu lieu en Géorgie et en Ukraine en 2003 et 2004. La Russie a considéré qu’il s’agissait de tentatives occidentales, particulièrement américaines, de battre en brèche l’influence russe dans ces pays.
- Le sixième contentieux a trait à l’élargissement de l’OTAN et de l’Union européenne réalisé à partir de 2004 en Europe de l’Est. L’Organisation du traité de sécurité collective et l’Union économique eurasiatique ont été créées pour y répondre. L’antagonisme entre la Russie et l’OTAN ne cesse depuis lors de se renforcer, notamment avec le déploiement de boucliers antimissiles par l’OTAN en Europe de l’Est, la suspension du traité de désarmement conventionnel entre la Russie et l’OTAN, et l’éclatement de la crise ukrainienne.
- Le septième conflit porte sur les problèmes énergétiques qui se sont manifestés à partir de 2006, avec l’interruption par la Russie, à deux reprises, de l’alimentation en gaz de l’Ukraine. L’Union européenne a développé en réponse une stratégie de sécurité énergétique et de diversification de ses approvisionnements, et s’est efforcée de mettre en place un marché énergétique plus intégré. La Russie demeure le fournisseur de 20 % de la consommation de gaz et de pétrole de l’Union européenne, mais un « bras de fer » se maintient pour qu’elle n’utilise pas l’énergie comme un levier politique.
- Le huitième contentieux a été la crise géorgienne de 2008, durant laquelle la Russie a riposté contre la tentative du gouvernement géorgien de reconquérir l’Ossétie du Sud et en a profité pour consolider son emprise sur les deux régions sécessionnistes d’Abkhazie et d’Ossétie du Sud.
- Le neuvième contentieux a été celui de l’Ukraine, déclenché en 2013 lorsque l’Ukraine a refusé de signer l’accord d’association avec l’Union européenne. Le pouvoir a été renversé à la suite d’émeutes sur le Maïdan, provoquant une riposte russe, le rattachement de la Crimée à la Russie, et l’insurrection du Donbass.
- Le dernier contentieux est celui de la Syrie. La Russie est réapparue à cette occasion comme une puissance méditerranéenne et a réaffirmé son rôle géopolitique pour la première fois depuis la guerre froide hors de l’ex-URSS, appuyant notamment la reconquête d’Alep.

Où en est-on aujourd’hui dans la relation UE-Russie ?

Trois vagues de sanctions ont été adoptées. Après le début de l’insurrection en Crimée, les Occidentaux ont suspendu tout contact politique et la Russie a été exclue du G8 (2014). De plus, les relations touristiques et économiques avec la Crimée ont été interrompues. La Crimée n’est pas reconnue comme rattachée à la Russie. Des sanctions ont également été prises à l’égard de personnes physiques ou morales considérées comme responsables de la politique russe en Crimée et dans le Donbass (150 personnes, 37 entités), sous la forme d’interdictions de séjours et de gels d’avoirs. Des sanctions économiques ciblées ont également été prises après le

¹² Consulter : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0379-la-russie-et-l-occident-dix-contentieux-et-une-escalade-inevitable>

krach de l'avion MH17 dans le Donbass visant les livraisons d'armes, les investissements technologiques ainsi que l'accès des banques russes aux systèmes de financement européens.

Les Russes ont réagi en posant un embargo sur les produits agroalimentaires, qui s'est répercuté sur les exportations françaises et européennes.

Ces sanctions restent en place, la crise ukrainienne n'ayant pas été résolue.

Le conflit est aujourd'hui « gelé ». Les nouveaux accords de Minsk signés en février 2015¹³ ont abouti à une suspension officielle des hostilités. Les Européens comme les Américains considèrent que la levée des sanctions est liée à l'application intégrale des accords de Minsk, non effective à ce jour.

Conclusion

La relation avec la Russie est marquée à présent par un dialogue politique en cours de reprise. Les échanges économiques reprennent également progressivement.

Les relations avec la Russie restent cependant entachées par le maintien de nombreux conflits gelés non résolus, notamment le conflit ukrainien. En outre, les conflits idéologiques demeurent concernant la réélection de Poutine, les enjeux démocratiques, ou encore la façon dont la Russie peut essayer d'influencer les démocraties occidentales. Inversement, les Européens développent une communication stratégique (contre-propagande) autour de la Russie. Un contentieux existe également autour du projet controversé du gazoduc Nord Stream, reliant l'Allemagne et la Russie, jugé problématique, car il ne bénéficie pas à tous les pays de transit, notamment aux pays de l'Est.

Échanges avec la salle

De la salle

Pensez-vous que des sanctions plus efficaces pourraient être prises pour résoudre la crise ukrainienne ? Par ailleurs, une harmonisation entre les politiques de sanctions européennes et américaines est-elle envisagée, les sanctions américaines risquant de remettre en cause le projet Nord Stream 2 ?

De la salle

Il est important de tenir compte de la dynamique géopolitique qui se manifeste entre la Russie et ses voisins en Europe de l'Est, par opposition à la dynamique inverse qui s'observe en Occident.

Par ailleurs, compte tenu des relations qui unissent l'Union européenne et les États-Unis, la France est-elle une nation suffisamment souveraine pour avoir l'ambition de parler de géopolitique ?

Enfin, vous n'avez pas évoqué l'influence de l'État profond américain sur les sanctions prises par l'Union européenne à l'égard de la Russie.

Maxime LEFEBVRE

Il est difficile de sanctionner un pays de la taille de la Russie. En réalité, les sanctions ont été calibrées pour servir d'instrument dans le cadre d'une stratégie de pression diplomatique. Elles ont eu un effet, mais ne peuvent seules garantir une non-intervention russe en Ukraine.

Il est vrai par ailleurs que les Européens et les Américains ne se positionnent pas tout à fait de la même façon à cet égard. Les États-Unis et l'Europe partagent les mêmes valeurs, et, jusqu'à un certain point, les mêmes intérêts géopolitiques. Ils ont toutefois des divergences, notamment concernant le projet de gazoduc Nord Stream 2, dans lequel l'extraterritorialité des sanctions américaines est contestée. Des divergences d'opinions se présentent aussi au sein même de l'Union européenne concernant les relations avec la Russie, entre un camp « réaliste », autour de l'Allemagne et de la France, et un camp « idéologique » où se trouve notamment l'Angleterre.

Il existe effectivement un État profond aux États-Unis. Ainsi, Trump n'a pu modifier comme il le souhaitait le rapport de son pays avec la Russie.

Le refus de l'ingérence américaine et occidentale en général est partagé par ailleurs par d'autres pays que la Russie. L'intervention occidentale en Libye a ainsi été fortement contestée par de nombreux pays émergents.

¹³ Cf Package of Measures for the Implementation of the Minsk Agreements – OSCE (texte disponible en russe) <http://www.osce.org/mg/108427> et traduction en anglais Financial Times du 12/02/2015 : <https://www.ft.com/content/21b8f98e-b2a5-11e4-b234-00144feab7de>

De la salle

Pour que les sanctions soient efficaces, il faudrait y inclure les hydrocarbures. Or cela n’est pas possible en l’absence d’autres voies d’approvisionnement pour les pays européens. L’Allemagne est le seul pays à avoir construit des gazoducs (réversibles) avec d’autres pays comme la Norvège. Par ailleurs, si Obama avait décidé de libéraliser le marché des hydrocarbures non raffinés, le marché européen et le marché asiatique en auraient fortement senti les conséquences.

Maxime LEFEBVRE

Il est question de diversification énergétique en Europe depuis les chocs pétroliers des années 1970. La Norvège a permis de relativiser un peu le poids du gaz russe. Par ailleurs, les règles du marché européen permettent de fournir du gaz venant d’Europe à l’Ukraine en cas d’interruption des approvisionnements russes.

Les États-Unis ont levé très tardivement les restrictions concernant l’exportation d’hydrocarbures non conventionnelles, car ils sont devenus autosuffisants tardivement.

Enfin, en réalité, la baisse des prix des hydrocarbures a eu un impact plus important sur l’économie russe que les sanctions.

De la salle

Les sanctions prises contre la Russie entrent-elles réellement dans l’intérêt de la France et de l’Union européenne ?

Julien VERCUEIL

Les systèmes économiques s’adaptent rapidement. Ainsi, les exportations des produits agricoles et agroalimentaires mis sous embargo russe ont augmenté, à l’échelle de l’Union européenne, vers d’autres destinations. De la même façon, le système agro-industriel russe est en train de s’adapter aux sanctions, au moyen de montées en gamme des processus de transformation de ses produits agricoles.

Il faut savoir de quel intérêt il est ici question (celui du producteur, du consommateur, l’intérêt géopolitique, etc.).

L’effet cumulé des sanctions et des contre-sanctions a réduit de 1 % du PIB la trajectoire de croissance de la Russie entre 2015 et aujourd’hui. Toutefois, ces chiffres sont à étudier avec précaution, la chute de la croissance russe tenant essentiellement à la baisse des prix du pétrole.

Aujourd’hui, la France constitue le premier employeur étranger en Russie et le premier investisseur étranger (en termes de stock)¹⁴. Ces investissements concernent notamment le secteur des services, la grande distribution et l’industrie. De plus, la France est encore très présente dans les importations russes. À moyen terme, la France a en réalité assez peu perdu économiquement du fait des sanctions.

De la salle

Quel est l’état actuel de l’investissement russe dans l’exploitation des sites pétroliers ?

Julien VERCUEIL

Depuis une dizaine d’années, les capacités de production de pétrole en Russie sont régulièrement sous-évaluées. Il est beaucoup question de sous-investissement, de vétusté croissante des équipements, etc. En réalité, l’investissement se maintient, y compris dans les entreprises publiques. Le secteur privé investit davantage dans le pétrole que dans le gaz. De plus, des évolutions technologiques ont permis de mieux exploiter les anciens gisements soviétiques.

La production pétrolière russe ne cesse en réalité d’augmenter. Pour autant, il n’est pas certain que cette tendance soit soutenable sur une longue période. Un saut technologique est nécessaire pour aller chercher les gisements jugés prometteurs dans l’Arctique. Or ce sont ces sauts technologiques qui ont été frappés par des sanctions. Le temps de l’industrie pétrolière est toutefois un temps long.

La situation est néanmoins tendue, car la Russie n’est pas en capacité de peser sur les prix du pétrole. De plus, elle ne peut fonctionner, contrairement à l’Arabie Saoudite, en « endormant » des puits pour les relancer ensuite.

¹⁴ Cf Article Les Echos du 28/05/2017 de Benjamin Quenelle : https://www.lesechos.fr/28/05/2017/lesechos.fr/030355740985_france-russie--les-relations-economiques-et-culturelles-resistent-a-la-crise.htm

Rémi JEANNIN

Comment les oligarques sont-ils perçus par la société russe ?

Myriam DÉSSERT

Ils sont perçus de façon très négative, comme des voleurs qui « privatisent » l'État en profitant de relations privilégiées avec le politique. La liberté d'entreprendre est néanmoins valorisée par les Russes dans les sondages. Plusieurs Russes se plaignent de la difficulté qu'il y a aujourd'hui à exercer une activité économique. En effet, de nombreuses petites entreprises en difficulté financière sont accaparées à moindres coûts, avec l'aide du FSB¹⁵ et des services fiscaux, par de plus grands groupes.

De la salle

Les banques russes sont-elles en mesure de financer l'économie russe et l'innovation ? Quel est votre sentiment concernant l'évolution du système financier russe ?

Julien VERCUEIL

Le système financier russe est à la fois concentré (un petit nombre de grandes banques captant l'essentiel de l'épargne et des actifs du système bancaire) et composé d'une myriade de petites banques nées dans les années 1990, très opaques, dispersées sur le territoire, et que la Banque centrale essaie de fermer depuis dix ans.

La participation du système bancaire dans son ensemble au financement de l'investissement productif national demeure très faible. Par ailleurs, la stabilité de ce système appuyée sur l'équilibre des taux de change entre le dollar et le rouble (surveillé de près par la Banque centrale) est régulièrement mise à mal, à chaque chute du prix du pétrole, fragilisant l'économie russe dans son ensemble. Les grandes banques russes sont donc vulnérables.

De plus, le système bancaire russe souffre d'un défaut de mesure des risques. Les investissements ne sont pas toujours réalisés à partir d'une analyse économique de la situation susceptible de garantir leur pérennité.

Le système financier russe est donc peu connecté à l'économie réelle, et reproduit les vulnérabilités du système dans son ensemble.

Rémi JEANNIN

Comment la Russie a-t-elle ménagé la sortie de crise après 2015 ?

Julien VERCUEIL

La Russie a plutôt bien répondu à la multiplicité des chocs qu'elle a connus depuis 2015. La chute de son PIB a été relativement maîtrisée (-0,6 % en 2016, contre -2,8 % en 2015) et sa croissance est attendue à 1,8 % cette année. La Russie connaît donc une stagnation économique, et non un effondrement.

Cette résilience tient en partie à l'efficacité de la politique conjoncturelle mise en œuvre, qui a consisté, par exemple, à « laisser filer » les déficits budgétaires tout en continuant à financer les retraites, qui pèsent lourd dans la macro-économie russe. De plus, l'idée d'une nécessaire stabilité entre le rouble, le dollar et l'euro a été abandonnée au profit d'une politique de ciblage de l'inflation qui a redonné notamment des marges de compétitivité à l'industrie nationale. Cette politique a entraîné, en outre, une réduction massive du taux d'inflation depuis 2016.

De la salle

Le développement de nouveaux marchés à terme pétroliers par la Chine ne pourrait-il constituer un moyen de renforcer la maîtrise du prix réel des ressources énergétiques ? Par ailleurs, ces contrats à terme étant adossés au yuan (et, *in fine*, à l'or) n'entraîneront-ils pas la mise en place d'un nouveau paradigme économique ?

De la salle

Au moment fort des hausses des prix du pétrole, V. Poutine a pris la précaution de constituer deux fonds de réserve représentant au total 180 milliards de dollars, ce qui a évité la faillite de la Russie en 2015 et 2016. La fusion récente de ces deux fonds masque d'ailleurs le fait que l'un d'eux est aujourd'hui pratiquement vide. Par ailleurs, le budget triennal russe 2017-2020 est basé sur une estimation du prix du baril à 40 dollars, alors qu'il est

¹⁵ Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie

aujourd’hui à 60 dollars. Il en résulte des marges de manœuvre budgétaires inespérées, mais aussi des conséquences sociales douloureuses (dans les hôpitaux, l’éducation, etc.).

De la salle

Madame Désert, pensez-vous que la Russie pourra un jour adopter un régime démocratique ?

De la salle

Madame Désert, qu’entendez-vous par « société civile russe » ? L’opposez-vous à la société militaire, sachant que les relais associatifs sont aujourd’hui peu nombreux alors qu’ils avaient contribué à la chute du régime soviétique ? La société civile russe n’aurait-elle pas intérêt à se rapprocher de l’Union européenne sur des enjeux spécifiques comme la préservation de son patrimoine naturel ou culturel ?

Julien VERCUEIL

Concernant le rôle des marchés à terme d’hydrocarbures en Chine, il ne faut pas « fétichiser » la financiarisation. L’adossement de ces marchés au yuan entraînera probablement un renforcement de cette monnaie susceptible d’avoir une incidence sur le système monétaire et financier international. Toutefois, il ne s’agit pas là, à mon sens, d’un changement de paradigme, d’autant qu’il est à craindre que les défauts actuels de la Chine en matière d’évaluation des risques et des prix sur les marchés financiers se reproduisent sur ces nouveaux marchés.

S’agissant des fonds de réserve, il s’agit d’une constitution d’épargne publique réalisée sur la base de recettes liées au pétrole et au gaz, alimentées par une hausse des prix du pétrole supérieure aux anticipations initiales. Ces fonds ont été utilisés, comme prévu, pour lutter contre un revers de fortune lié à la baisse des prix du pétrole. Ils ont été fortement amputés en 2008-2009 du fait de la violence de la crise. Leur utilisation peut donc jouer un rôle d’amortisseur, ou de pis-aller, sur un plan conjoncturel, mais ne peut régler les problèmes fondamentaux dont j’ai parlé dans mon intervention. La fusion de ces deux fonds et l’épuisement de l’un d’entre eux ont été annoncés clairement sur le site du ministère des Finances russe.

Myriam DÉSSERT

La Russie pourra avoir *un* régime démocratique spécifique. Les sondages montrent cependant que seuls 6 % des Russes se sentent responsables de ce qu’il se passe dans leur pays. Ce genre d’approche n’est pas propice à l’établissement d’une démocratie.

Un tissu associatif s’est néanmoins recréé dernièrement. Le film *Faute d’amour (2017)* de Zviagintsev, met ainsi en scène des associations qui s’occupent de disparitions d’enfants et se substituent sur ce point aux défaillances de l’État. Par ailleurs, Poutine organise des forums civiques depuis son deuxième mandat visant à faire coopérer les associations au pouvoir. Toutefois, cette démarche est compromise par le fait que de nombreuses associations russes reçoivent de l’argent occidental et tombent souvent sous le coup de la loi de 2014 sur « les agents de l’étranger »¹⁶. Des financements substitutifs ont néanmoins été mis en place par le pouvoir poutinien, accessibles par voie de concours. La collaboration avec l’Union européenne n’en est pas moins bloquée par l’attitude du pouvoir russe à l’égard des financements occidentaux.

Le Printemps de l’Économie se tiendra les 20 et 21 mars 2018, à Bercy.

La séance est levée.

¹⁶ Voir Avis n°716-717 2014 de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l’Europe sur les lois fédérales n°18-FZ et 147-FZ [http://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD\(2014\)025-f](http://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2014)025-f)